



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
24 Boulevard des Alliés  
70000 Vesoul

Vesoul, le 11/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRANULATS DE FRANCHE COMTE**

9 rue Paul Langevin  
21300 Chenôve

Références : UID257090/SPR/ES 2025 - 0527A  
Code AIOT : 0005901815

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit Près Jean Mirlin 70160 Fleurey-lès-Faverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le contexte de la demande d'autorisation environnementale concernant le projet d'extension de la carrière et de remise en état de quelques bassins issus des exploitations successives d'anciennes gravières du secteur. Au regard de l'issue incertaine de cette demande en relation avec les enjeux identifiés au cours de l'instruction de ce dossier et de l'échéance de l'autorisation d'exploiter actuelle (fixée au 7 juillet 2026), l'ordre du jour de cette inspection concerne l'avancement de l'exploitation de cette carrière (phasage d'exploitation) et des travaux de remise en état.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit Près Jean Mirlin 70160 Fleurey-lès-Faverney
- Code AIOT : 0005901815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 07/07/2008 modifié, la Société GDFC est autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de FLEUREY-LES-FAVERNEY, pour une durée de 18 ans (soit jusqu'au 7 juillet 2026). Le gisement est constitué de graviers et gravillons siliceux.

Le rythme moyen d'exploitation autorisé est de 50000 tonnes sur une période quinquennale (70000 tonnes maximum sur une année).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 10	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4	Sans objet
2	Durée d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 8	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 24	Sans objet
5	Stockage de produits polluants	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 28.3	Sans objet
6	Contrôle des eaux de nappe	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 29	Sans objet
7	Phasage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 4	Sans objet
9	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection montre que l'exploitation de cette carrière est terminée. L'exploitant a évacué du site l'aire étanche et le dispositif de traitement des eaux pluviales associé. Aucun engin de chantier n'est présent sur le site. Les travaux de réaménagement ont été réalisés (réalisation de berges drainantes et création de zone de haut fond). Toutefois, l'exploitant devra justifier la réalisation du réaménagement au travers d'un dossier de réhabilitation dans le cadre de la cessation d'activité du site en cas d'issue défavorable à la demande d'autorisation environnementale.

Le seul fait non-conforme concerne la clôture périphérique qui présente un mauvais état sur certaines zones et un nombre insuffisant de pancartes interdisant l'accès et informant du danger de noyade.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Niveaux de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Production quinquennale
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 50000 tonnes. La production pourra atteindre 70000 tonnes/an au maximum pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 50000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
<b>Constats :</b>  Les déclarations des productions annuelles de l'exploitant des 6 dernières années sur le GEREPP montrent le respect du niveau de production moyen et maximal prescrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Durée d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Fin de la durée d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction des alluvions ne doit plus être réalisée dans les 12 mois précédant l'échéance de l'autorisation accordée afin de permettre l'achèvement de la remise en état du site dans le délai

fixé à l'article 7.
<b>Constats :</b>  Les travaux d'extraction sont achevés depuis la fin de l'année 2024. Il a été constaté l'absence d'engin d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence des aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à tous travaux d'exploitation des terrains concernés par la présente autorisation, l'exploitant est tenu de mettre en place :des bornes pérennes en tous les points nécessaires pour délimiter le périmètre de l'autorisation, tel que désigné à l'article 6, ainsi que des jalons ou balises matérialisant les zones de protection prescrites à l'article 19.4 du présent arrêté ;_2 une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui ceinturera la totalité du périmètre sur lequel porte la présente autorisation. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière ou un dispositif équivalent qui sera fermé en dehors des périodes effectives d'exploitation ;3 des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signalant l'existence de la carrière ainsi qu'un risque de noyade et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise ou qui n'y serait pas admise par celle-ci. Elles seront régulièrement espacées,à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;4. une aire étanche pour le stationnement et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur - déshuileur ;5 un réseau de 2 piézomètres permettant la surveillance de la qualité et des niveaux des eaux de la nappe alluviale dont l'implantation figure sur le plan joint en annexe   au présent arrêté. Ce réseau sera entretenu par le titulaire de la présente autorisation, pendant toute la durée de l'autorisation,y compris en cas de suspension d'activité.Ce réseau sera maintenu en place après exploitation
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence d'une clôture au niveau du périmètre Sud du site. Cette clôture est à certains endroits dégradée. L'entrée du site est fermée par un portail. Sur la partie du linéaire contrôlé (environ 180 mètres sur une partie de la périphérie Sud de la carrière), Il n'a pas été constaté de présence de pancarte informant l'interdiction d'accès au site et le danger de noyade. L'aire étanche et le décanteur/déshuileur associé ont été évacués du site. L'exploitant informe qu'une aire étanche avec son dispositif de traitement seront mis en place sur un lieu différent en cas d'autorisation du renouvellement et de l'extension de la carrière. Les 2 piézomètres sont présents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant mettra en place des pancartes et renforcera la clôture sur les parties du périmètre le nécessitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise à jour du plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan topographique orienté de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de l'excavation,- les zones remises en état,- les stockages provisoires des terres et matériaux de recouvrement,- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,- les piézomètres prescrits à l'article 10 du présent arrêté. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation daté du 23/10/2024 comporte l'ensemble des informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stockage de produits polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 28.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Absence de stockage de produits polluants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aucun stockage de carburants ou huiles de vidanges n'est admis dans l'emprise de la gravière.
<b>Constats :</b>  Il n'a pas été constaté la présence de produit polluant sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Contrôle des eaux de nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux de nappe
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les piézomètres de contrôle prescrits à l'article 10 feront l'objet de relevés réguliers et d'analyses

des paramètres fixés ci-après: -hauteur d'eau, température, couleur, odeur,pH, matières en suspension totales,conductivité, turbidité.- hydrocarbures totaux,aux frais du titulaire de la présente autorisation. Il en sera de même pour le prélèvement dans le plan d'eau en cours d'exploitation. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La fréquence de ces mesures est trimestrielle pour ce qui concerne les analyses d'eau[...]
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de contrôle (daté de février 2025) montre la réalisation des campagnes de mesures trimestrielles de la qualité des eaux au niveau du plan d'eau et des 2 piézomètres sur l'ensemble des paramètres prescrits. Les résultats n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Phasage d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation de la phase n°4
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction s'effectue selon 4 phases. L'extraction s'effectuera dans un premier temps depuis le nord de la gravière vers l'ouest puis du nord au sud pour enfin terminer de l'ouest vers l'est comme indiqué selon le plan joint en annexe III de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 susvisé.L'exploitation de la 4eme phase sera réalisée conformément au plan présenté à l'annexe I du présent arrêté. Elle débutera par la presqu'île qui sera exploitée du Nord vers le Sud. Elle se terminera par l'exploitation de la partie Est de la surface autorisée. Le cas échéant, la partie Est peut être exploitée en début de phase pendant la période d'évitement prescrite à l'article 7 du présent arrêté. La limite d'extraction conservera une distance de 50 mètres par rapport au projet de captage d'appoint de la commune.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation montre que l'ensemble de la carrière a été exploité (exploitation de la presqu'île et de la partie Est du plan d'eau).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Constitution des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant de référence des garanties financières devant être constituées pour la période 7 juillet2022 - 7 juillet 2026, doit être au moins égal à 97 108 € (indice TPol base 70 de novembre 2027publié en février 2022 de 118,8 et TVA = 20 %). L'exploitant doit adresser au Préfet le document attestant la constitution de ce nouveau montant de garanties financières dans le mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un acte de cautionnement daté du 9/11/2022 montre la constitution de garantie financière pour un montant de 105364 euros. La période concernée est comprise entre le 7/07/2022 et le 7/07/2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Modalités de remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2022, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Situation de la remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La carrière doit être remise en état de façon progressive et coordonnée a l'avancement des travaux, et selon les modalités prévues par le porter à connaissance du 31 janvier 2022 susvisé, et illustrées par/e plan de réaménagement présenté en annexe 2 du présent arrêté. La terre de découverte de l'année précédant l'extraction est utilisée pour le réaménagement en cours d'extraction. La remise en état doit permettre de préserver et pérenniser la qualité de la nappe phréatique. Elle doit assurer en outre la stabilité à long terme des berges. Elle privilégiera la création d'un plan d'eau avec des berges sinueuses et inégales, des zones de hauts fonds et des roselières. À cet effet :La presqu'île initialement prévue sera supprimée et remplacée par la mise en place d'une berge drainante talutée dans la masse au nord,/// sera aménagé au niveau de l'exploitation de la zone Est de berges drainantes visant à améliorer les échanges entre la nappe et le plan d'eau, La pairie déjà reconstituée sera étendue et complétée par une zone de haut-fond favorable au développement de roselières et jonchaies. Cet aménagement sera réalisé avec les matériaux de découverte issus de l'exploitation sur une surface de 1,5 hectare,Des sinuosités au niveau des berges Sud du plan d'eau seront créées avec un maintient en partie du caractère drainant de ces berges.Un reprofilage global des berges en pente douce favorable à rétablissement de communautés végétales hygrophiles sera réalisé, La haie arbustive dans la limite des 10 mètres réglementaires au Sud de l'autorisation, sera étendue sur la totalité du linéaire du périmètre Sud de la carrière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté le réaménagement de la totalité de la carrière. Des berges drainantes ont été réalisées à l'Est et au Nord du plan d'eau. L'exploitant indique avoir réalisé une zone de haut fond permettant le développement de roselières et jonchaies.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de cessation d'activité, il devra justifier au travers d'un mémoire de réhabilitation, la réalisation des travaux de réaménagement prescrits par l'article susvisé. Ce mémoire devra être adressé au bureau d'étude délivrant l'attestation requise par le Code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>